

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 21.** Pour les associations agréées qui organisent des programmes de formation pour groupes cibles particuliers, le personnel des programmes de formation est attribué sur base des heures de participation réalisées pendant l'avant-dernière année d'activité précédant le budget.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 13 du présent arrêté, la Division de l'Animation des jeunes communique aux associations nationales de jeunesse en 1998 avant le 1<sup>er</sup> octobre, dans quelle mesure leur budget a été accepté quant aux dépenses de fonctionnement maximales subventionnables.

§ 2. Par dérogation à l'article 14 du présent arrêté, une association nationale de jeunesse qui n'est pas d'accord avec la décision, peut en 1998 avant le 15 octobre, adresser une réclamation motivée au Ministre chargé de la culture.

§ 3. Par dérogation à l'article 15 du présent arrêté, chaque association nationale de jeunesse agréée fait en 1998 avant le 15 juillet une proposition motivée concernant une extension éventuelle du personnel ou un projet particulier pour 1999.

**Art. 23.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1998.

**Art. 24.** Le Ministre flamand qui a la culture dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 juin 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,  
L. MARTENS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 1949

[S - C - 98/29272]

**2 JUIN 1998. — Décret modifiant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement subventionné de promotion sociale (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications au décret de la Communauté française du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 4, 2°, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, est inséré, entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2, un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Toutefois, pour l'application du présent décret, les fonctions exercées dans l'enseignement de promotion sociale sont distinctes des fonctions exercées dans l'enseignement de plein exercice. »

**Art. 2.** A l'article 24 du décret du 6 juin 1994 précité sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est ajouté un troisième alinéa, libellé comme suit :

« — dans l'enseignement de promotion sociale, entre dans le classement des prioritaires, tout membre du personnel qui compte, parmi les 360 jours exigés, 240 jours de service dans la fonction visée. »

2° Au § 2, est ajouté l'alinéa suivant :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, le membre du personnel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> doit être nommé à titre définitif dans cet enseignement et compter 180 jours de service dans la fonction visée. »

**Art. 3.** A l'article 28, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 6 juin 1994 précité, sont insérés avant les mots « le Pouvoir organisateur » les mots suivants :

« Sans préjudice, pour l'enseignement de promotion sociale, de l'article 2 du décret du 10 avril 1995 fixant des mesures urgentes en matière d'enseignement de promotion sociale et de l'article 111bis du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale. »

**Art. 4.** A l'article 31 du décret du 6 juin 1994 précité, sont apportées les modifications suivantes :

1° entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3, est inséré un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 2, dans l'enseignement de promotion sociale, sont à conférer à titre définitif, à la date du premier du mois qui suit le premier jour d'organisation dudit emploi, les emplois vacants proposés par le Pouvoir organisateur, après consultation de la commission paritaire locale visée à l'article 85, dans le respect des dispositions prévues à l'article 2 du décret du 10 avril 1995 fixant les mesures urgentes en matière d'enseignement de promotion sociale et à l'article 111bis du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale et pour autant que l'emploi resté vacant soit organisé pendant l'année scolaire où se produit la nomination »;

2° à l'alinéa 8, les mots « à l'alinéa 7 » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 8 ».

(1) *Session 1997-1998.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 222-1. Amendements de commission, n°s 222-2. Rapport, n° 222-3. *Comptes rendus intégraux.* — Discussion. Séance du 28 avril 1998. Adoption. Séance du 19 mai 1998.

**Art. 5.** A l'article 33 du décret du 6 juin 1994 précité, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Dans l'enseignement de plein exercice et dans l'enseignement secondaire à horaire réduit, le membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction qui demande une affectation définitive au sein du même Pouvoir organisateur dans un emploi vacant de la même fonction ou d'une autre fonction de la même catégorie pour laquelle il possède le titre requis visé à l'article 101, doit répondre à l'appel à la nomination définitive dans cette fonction.

Dans l'enseignement de promotion sociale, le membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction qui demande une affectation définitive au sein du même Pouvoir organisateur dans un emploi vacant de la même fonction ou d'une autre fonction de la même catégorie pour laquelle il possède le titre requis visé à l'article 101, doit répondre à l'appel à la nomination définitive dans cette fonction.

Dans l'enseignement artistique à horaire réduit, le membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction qui demande une affectation définitive au sein du même Pouvoir organisateur dans un emploi vacant de la même fonction ou d'une autre fonction de la même catégorie pour laquelle il possède le titre requis visé à l'article 101, doit répondre à l'appel à la nomination définitive dans cette fonction.

Pour l'application des alinéas 2, 3 et 4 l'emploi est attribué à titre définitif au membre du personnel qui compte l'ancienneté la plus élevée, calculée conformément à l'article 34. »

**Art. 6.** A l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité, est inséré entre l'alinéa 6 et l'alinéa 7, l'alinéa suivant :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, par dérogation aux alinéas 2, 5 et 6, pour autant que les services accomplis comportent au moins 40 périodes par année, le nombre de jours acquis en qualité de temporaire dans une fonction est de :

1° 300 jours si les services accomplis représentent au moins 50 % du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction;

2° 150 jours si les services accomplis représentent moins de 50 % du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction ».

**Art. 7.** Dans le décret du 6 juin 1994 précité, est ajouté un nouvel article 101<sup>ter</sup> libellé comme suit :

« A titre transitoire, les membres du personnel qui avaient acquis la qualité de temporaire prioritaire dans une fonction de l'enseignement de promotion sociale pour l'année scolaire 1997-1998 gardent cette qualité de temporaire prioritaire pour l'année scolaire 1998-1999, pour autant qu'ils fassent acte de candidature dans la fonction visée selon les conditions fixées pour l'année scolaire 1998-1999 ».

#### CHAPITRE II. — *Modifications au décret de la Communauté française du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné*

**Art. 8.** L'article 3, § 2, du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, est complété par un alinéa 2, libellé comme suit :

« Toutefois, les fonctions exercées dans l'enseignement de promotion sociale sont distinctes des fonctions exercées dans l'enseignement de plein exercice. »

**Art. 9.** A l'article 40 du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 précité, sont insérés avant les mots « le Pouvoir organisateur » les mots suivants :

« Sans préjudice, pour l'enseignement de promotion sociale, de l'article 2 du décret du 10 avril 1995 fixant des mesures urgentes en matière d'enseignement de promotion sociale et de l'article 111<sup>bis</sup> du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ».

**Art. 10.** A l'article 43 du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 précité, est ajouté un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Par dérogation aux alinéas 2, 3 et 4, dans l'enseignement de promotion sociale, sont à conférer à titre définitif, à la date du premier du mois qui suit le premier jour d'organisation dudit emploi, les emplois vacants proposés par le Pouvoir organisateur, dans le respect des dispositions prévues à l'article 2 du décret du 10 avril 1995 fixant les mesures urgentes en matière d'enseignement de promotion sociale et à l'article 111<sup>bis</sup> du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale et pour autant que l'emploi resté vacant soit organisé pendant l'année scolaire où se produit la nomination ».

**Art. 11.** Dans le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 précité, est ajouté un article 47<sup>bis</sup> libellé comme suit :

« Dans l'enseignement de promotion sociale, pour autant que les services accomplis comportent au moins 40 périodes par année, par dérogation à l'article 47, pour le calcul de l'ancienneté, le nombre de jours acquis en qualité de temporaire dans une fonction est de :

1° 360 jours si les services accomplis représentent au moins 50 % du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction;

2° 180 jours si les services accomplis représentent moins de 50 % du nombre de périodes par année nécessaire pour former une charge complète dans cette fonction. »

L'ancienneté englobe les congés de détente ainsi que les vacances de Noël et de Pâques et les congés de maternité, d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse ou les congés exceptionnels accordés conformément à la réglementation en vigueur.

#### CHAPITRE III. — *Disposition abrogatoire*

**Art. 12.** L'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993 fixant les dispositions transitoires relatives aux charges et emplois applicables aux membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française est abrogé.

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

**Art. 13.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 juin 1998.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française  
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport  
et des Relations internationales,  
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,  
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 1949

[S - C - 98/29272]

**2 JUNI 1998. — Decreet tot wijziging van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het decreet van de Franse Gemeenschap van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs*

**Artikel 1.** In artikel 4, 2°, van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, wordt, tussen lid 1 en lid 2, een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Nochtans, voor de toepassing van dit decreet, zijn de ambten uitgeoefend in het onderwijs voor sociale promotie verschillend van deze uitgeoefend in het onderwijs met volledig leerplan ».

**Art. 2.** In artikel 24 van het voornoemd decreet van 6 juni 1994 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, lid 2, wordt een derde littera toegevoegd, luidend als volgt :

« - in het onderwijs voor sociale promotie, wordt opgenomen in de rangschikking van de prioritaireren, elk personeelslid dat, in de 360 vereiste dagen, 240 dienstdagen telt in het betrokken ambt. »;

2° In § 2 wordt volgend lid toegevoegd :

« In het onderwijs voor sociale promotie dient het bij lid 1 bedoeld personeelslid vastbenoemd te zijn in dat onderwijs en 180 dienstdagen te tellen in het betrokken ambt. ».

**Art. 3.** In artikel 28, lid 1, van het voornoemd decreet van 6 juni 1994 worden de volgende woorden ingevoegd voor de woorden « de inrichtende macht » :

« Onverminderd, voor het onderwijs voor sociale promotie, artikel 2 van het decreet van 10 april 1995 houdende dringende maatregelen inzake het onderwijs voor sociale promotie en artikel 111bis van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie. ».

**Art. 4.** In artikel 31 van het voornoemd decreet van 6 juni 1994 worden de volgende wijzigingen aangebracht

1° tussen lid 2 en 3 wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van lid 2, in het onderwijs voor sociale promotie, worden in vast verband toegekend op de eerste dag van de maand die volgt op de eerste dag van inrichting van genoemde betrekking, de vakant verklaarde betrekkingen voorgedragen door de Inrichtende macht, na raadpleging van de plaatselijke paritaire commissie bedoeld bij artikel 85, mits inachtneming van de bepalingen bedoeld bij artikel 2 van het decreet van 10 april 1995 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs voor sociale promotie en bij artikel 111bis van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, en voor zover de vakant gebleven betrekking ingericht wordt tijdens het schooljaar gedurende hetwelk de benoeming plaats vindt »;

2° in lid 8 worden de woorden « in lid 7 » vervangen door de woorden « in lid 8 ».

(1) *Zitting 1997-1998.*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 222-1.

Commissieamendementen, nrs. 222-2. Verslag, nr. 222-3.

*Integrale verslagen.* — Bespreking. Vergadering van 28 april 1998. Aanneming : vergadering van 19 mei 1998.

**Art. 5.** In artikel 33 van het voornoemd decreet van 6 juni 1994 wordt lid 2 door de volgende bepaling vervangen :

« In het onderwijs met volledig leerplan en in het secundair onderwijs met beperkt leerplan dient het in een ambt vastbenoemd personeelslid dat een vaste aanwijzing vraagt binnen dezelfde Inrichtende macht voor een vacante betrekking van hetzelfde ambt of van een ander ambt uit dezelfde categorie, waarvoor hij over de vereiste titel bedoeld bij artikel 101 beschikt, te antwoorden op de oproeping tot vaste benoeming in dit ambt.

In het onderwijs voor sociale promotie dient het in een ambt vastbenoemd personeelslid dat een vaste aanwijzing vraagt binnen dezelfde Inrichtende macht voor een vacante betrekking van hetzelfde ambt of van een ander ambt uit dezelfde categorie, waarvoor hij over de vereiste titel bedoeld bij artikel 101 beschikt, te antwoorden op de oproeping tot vaste benoeming in dit ambt.

In het kunstonderwijs met beperkt leerplan dient het in een ambt vastbenoemd personeelslid dat een vaste aanwijzing vraagt binnen dezelfde Inrichtende macht voor een vacante betrekking van hetzelfde ambt of van een ander ambt uit dezelfde categorie, waarvoor hij over de vereiste titel bedoeld bij artikel 101 beschikt, te antwoorden op de oproeping tot vaste benoeming in dit ambt.

Voor de toepassing van de leden 2, 3 en 4 wordt de betrekking in vast verband toegekend aan het personeelslid dat de hoogste anciënniteit telt, waarbij de anciënniteit berekend wordt overeenkomstig artikel 34. ».

**Art. 6.** In artikel 34 van het voornoemd decreet van 6 juni 1994 wordt tussen lid 6 en lid 7 het volgende lid ingevoegd :

« In het onderwijs voor sociale promotie, in afwijking van de leden 2, 5 en 6, voor zover de verrichte diensten minstens 40 lestijden per jaar tellen, is het aantal dagen verworven als tijdelijke in een ambt :

1° 300 dagen indien de verrichte diensten minstens 50 % van het aantal lestijden per jaar noodzakelijk om een volledige opdracht in dit ambt te hebben, vertegenwoordigen;

2° 150 dagen indien de verrichte diensten minder dan 50 % van het aantal lestijden per jaar noodzakelijk om een volledige opdracht in dit ambt te hebben, vertegenwoordigen. ».

**Art. 7.** In het voornoemd decreet van 6 juni 1994 wordt een artikel 101*ter*, luidend als volgt, toegevoegd :

« Bij wijze van overgangsmaatregel, behouden de personeelsleden die de hoedanigheid van prioritaire tijdelijke hadden verworven in een ambt van het onderwijs voor sociale promotie voor het schooljaar 1997-1998 deze hoedanigheid als prioritaire tijdelijke voor het schooljaar 1998-1999, voor zover ze zich kandidaat stellen voor het bedoeld ambt volgens de voor het schooljaar 1998-1999 bepaalde voorwaarden. ».

#### HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het decreet van de Franse Gemeenschap van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs*

**Art. 8.** Artikel 3, § 2, van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, wordt aangevuld met een lid 2, luidend als volgt :

« Nochtans zijn de ambten uitgeoefend in het onderwijs voor sociale promotie verschillend van deze uitgeoefend in het onderwijs met volledig leerplan. ».

**Art. 9.** In artikel 40 van het voornoemd decreet van 1 februari 1993 worden vóór de woorden « de Inrichtende macht » de volgende woorden ingevoegd :

« Onverminderd, voor het onderwijs voor sociale promotie, artikel 2 van het decreet van 10 april 1995 houdende dringende maatregelen inzake het onderwijs voor sociale promotie en artikel 111*bis* van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie. ».

**Art. 10.** In artikel 43 van het voornoemd decreet van 1 februari 1993 wordt een nieuw lid toegevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van lid 2, in het onderwijs voor sociale promotie, worden in vast verband toegekend op de eerste dag van de maand die volgt op de eerste dag van inrichting van genoemde betrekking, de vakant verklaarde betrekkingen voorgedragen door de Inrichtende macht, mits inachtneming van de bepalingen bedoeld bij artikel 2 van het decreet van 10 april 1995 houdende dringende maatregelen inzake het onderwijs voor sociale promotie en bij artikel 111*bis* van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, en voor zover de vakant gebleven betrekking ingericht wordt tijdens het schooljaar gedurende hetwelk de benoeming plaats vindt. ».

**Art. 11.** In het voornoemd decreet van 1 februari 1993 wordt een artikel 47*bis*, luidend als volgt, toegevoegd :

« In het onderwijs voor sociale promotie, voor zover de verrichte diensten minstens 40 lestijden per jaar tellen, in afwijking van artikel 47, voor de berekening van de anciënniteit, is het aantal dagen verworven als tijdelijke in een ambt :

1° 360 dagen indien de verrichte diensten minstens 50 % van het aantal lestijden per jaar noodzakelijk om een volledige opdracht in dit ambt te hebben, vertegenwoordigen;

2° 180 dagen indien de verrichte diensten minder dan 50 % van het aantal lestijden per jaar noodzakelijk om een volledige opdracht in dit ambt te hebben, vertegenwoordigen. ».

In de anciënniteit worden het ontspanningsverlof alsmede het Kerstverlof en het Paasverlof, het bevallingsverlof, het onthaalverlof bij adoptie en het verlof voor pleegvoogdij of de uitzonderlijke verloven toegekend overeenkomstig de geldende reglementering meegeteld.

#### HOOFDSTUK III. — *Opheffingsbepaling*

**Art. 12.** Artikel 7 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot vaststelling van de overgangsbepalingen betreffende de opdrachten en betrekkingen, toepasselijk op de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

**Art. 13.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 2 juni 1998.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,  
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

[98/09641]

## Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 23 april 1998 is de heer Goosse, J., eerste substituut-procureur des Konings in vast verband bij de rechtbank van eerste aanleg te Luik, bevorderd tot Commandeur in de Kroonorde.

## Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 15 oktober 1997, dat in werking treedt op 8 augustus 1998, is de heer Goosse, J., eerste substituut-procureur des Konings in vast verband bij de rechtbank van eerste aanleg te Luik, op zijn verzoek, in ruste gesteld.

Hij kan zijn aanspraak op pensioen laten gelden en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

[98/09638]

Bij koninklijk besluit van 7 juli 1998, in werking tredend op 1 september 1998, is Mevr. Decorte, M., adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, benoemd tot griffier bij deze rechtbank.

Bij koninklijke besluiten van 16 juli 1998, in werking tredend op 1 september 1998, zijn :

— de heer Bierlaire, D., griffier bij het hof van beroep te Bergen, benoemd tot griffier bij het Hof van Cassatie;

— Mevr. Claes, M., eersstaanwezend adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, benoemd tot griffier bij deze rechtbank;

— Mevr. Charlier, I., eersstaanwezend adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren, benoemd tot griffier bij deze rechtbank.

Bij koninklijk besluit van 20 juli 1998 in werking tredend op 1 september 1998, is Mevr. De Mesmaeker, M., griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, benoemd tot griffier bij het hof van beroep te Brussel.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

[98/09641]

## Ordres nationaux

Par arrêté royal du 23 avril 1998, M. Goosse, J., premier substitut du procureur du Roi à titre définitif près le tribunal de première instance de Liège, est promu Commandeur de l'Ordre de la Couronne.

## Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 15 octobre 1997, entrant en vigueur le 8 août 1998, M. Goosse, J., premier substitut du procureur du Roi à titre définitif près le tribunal de première instance de Liège, est admis à la retraite, à sa demande.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

[98/09638]

Par arrêté royal du 7 juillet 1998, entrant en vigueur le 1er septembre 1998, Mme Decorte, M., greffier adjoint au tribunal de première instance d'Anvers, est nommée greffier à ce tribunal.

Par arrêtés royaux du 16 juillet 1998, entrant en vigueur le 1er septembre 1998 :

— M. Bierlaire, D., greffier à la cour d'appel de Mons, est nommé greffier à la Cour de cassation;

— Mme Claes, M., greffier adjoint principal au tribunal de première instance de Louvain, est nommée greffier à ce tribunal;

— Mme Charlier, I., greffier adjoint principal au tribunal de première instance de Tongres, est nommée greffier à ce tribunal.

Par arrêté royal du 20 juillet 1998, entrant en vigueur le 1er septembre 1998, Mme De Mesmaeker, M., greffier au tribunal de première instance de Bruxelles, est nommée greffier à la cour d'appel de Bruxelles.